

Sujet : [INTERNET] Unitech-laverie > enquête publique

De : "Michel MARIE" <michel.marie8@wanadoo.fr>

Date : 18/12/2019 09:03

Pour : <pref-enquete-unitech@haute-marne.gouv.fr>

Messieurs les Commissaires enquêteurs,

Enquêteur : voilà mission qui vous a été confiée et qui, assurément, fait écho particulier à vos carrières professionnelles respectives (police/gendarmerie).

Enquêteur, de mon côté voilà démarche qui accapara moitié de ma vie d'adulte ; aussi permettez que je dépose ci-après ma contribution, par un ensemble d'investigations et leur implacable conclusion.

Mise en examen

Ainsi donc nous avons à examiner le cas d'une laverie de type 'usine à gaz', nucléaire, portée par des dénommés Unitech et Grisot ainsi que par des décideurs élus ayant pourtant pouvoir de police les obligeant à faire respecter, entre autres, sécurité et salubrité publiques, et ce dans les domaines de l'environnement, santé publique, etc (1)

Ceci posé, le crime est-il avéré ? A ce stade, fort heureusement non. Mais doit-on s'en satisfaire ou bien au contraire s'obliger à voir plus loin que le bout de notre nez ? Bien évidemment, toute société qui se veut évoluée optera pour la seconde option et commencera donc par s'enquérir du degré de probité des protagonistes, ceci afin d'évaluer la pertinence du message des lanceurs d'alerte : fantasme ou réalité du risque.

Et là, pour y voir clair on ne remerciera jamais assez les associations et une poignée d'individuels qui, depuis des semaines et des mois démontrent combien les porteurs du projet - la triade industriel/élus locaux/état - se moquent éperdument du monde en multipliant omerta, mensonge, achat des consciences... Et dire que certains cherchent à faire croire que 'l'ancien monde' a vécu !

Le lieu du crime programmé

Crime programmé envers l'environnement, la santé publique, l'image, et donc l'économie, localement et sur un très vaste territoire ?

Si l'analyse précédente a pu établir combien la confiance était atomisée par les agissements de la triade aux manettes, une étude du site pressenti amène à comprendre la vraie nature des élus locaux, la partie de ceux et celles qui décident. Pour faire comme les grands, ces édiles ont donc ciblé le lieu-dit de La Joinchère, sur les communes de Suzannecourt et Thonnance-lès-Joinville, pour y réaliser une ZA (zone artisanale) destinée à attirer quantité d'entreprises. Las :

- fut décidé de ratiboiser une superbe rangée de platanes séculaires, sans information aucune aux populations locales, suscitant par là une flambée de colère devant ce fait accompli
- fut lancée la création d'un de ces ronds-points comme en ont les grandes villes, mais celui-ci fort onéreux et qu'il fallut ensuite modifier à prix d'or pour laisser place à la fibre
- fallu ensuite se rendre à l'évidence, cette ZA était la risée de toute la région, une coûteuse ZA fantomatique pendant de longues, très longues années, jusqu'à ce que s'installe une première entreprise ; une entreprise de pompes funèbres. Ça ne s'invente pas !

Voilà qui explique pourquoi et comment les bras cassés locaux se soient acquinés à des gredins

Mais explication ne vaut pas raison et on comprend que de nombreux spécialistes s'offusquent de l'emplacement choisi, un emplacement soumis aux colères répétées du Rongeant et de la Marne, soumis de temps immémoriaux à des crues impressionnantes. Ajoutons à cette tare réhhibitoire que, de plus, l'eau de la nappe est affleurante, comme chacun sait ici. Deux coups de pelle mécanique dans le terrain juste de l'autre côté de la route (ex RN 60 Nancy-Orléans) et des étangs faisaient leur apparition. Jusqu'au nom même de Suzannecourt qui se veut explicite (2).

Un choix de site qui en dit en effet très long

A qui profite le crime. Le mobile

A tout crime (effectif ou en préparation), son mobile. Celui-ci ne faisant pas exception, on pensera tout naturellement aux intérêts financiers de l'entreprise, mais d'autres intérêt poussent... au dit crime :

- celui des élus locaux, hypnotisés par les promesses d'emplois, monnaie fort prisée pour qui n'a ni les compétences ni le talent pour attirer des emplois sains, positifs, valorisants
- celui, plus discret, de l'Etat qui, pour faire accepter sa monstrueuse poubelle nucléaire souterraine de Bure-Saudron ne s'embarrasse ni de démocratie ni d'éthique mais use d'un miroir aux alouettes dénommé « accompagnement économique » (emplois, argent...)
- celui, auquel on ne pense pas, un colosse aux pieds d'argile qui, pour produire son électricité « propre » rejette eaux et gaz radioactifs, génère des montagnes de déchets radioactifs et... contamine chaque années des centaines et des centaines de tonnes de tenues de travail... sur lesquelles lorgne Unitech pour sa laverie zébulon

Mais ce mobile, ces intérêts, sont factices :

- que EDF se voit obligée par l'Etat à produire de l'électricité réellement propre (une série de conférences publiques du CEDRA à travers la Haute-Marne démontrait, de manière détaillée et chiffres à l'appui, que la France pouvait non seulement sortir du nucléaire mais qu'elle pourrait le faire en moins de 10 ans... si on le voulait, si volonté politique il y avait)
- que le trou de Bure soit abandonné devant les tares flagrantes du projet (techniques, géologiques, économiques, éthiques) au profit d'une vraie recherche pour solutionner le problème

... et tomberait le mobile qui pousse au crime programmé à Joinville en Champagne !

Confrontation

Dans vos carrières respectives, Messieurs les commissaires, combien de fois avez-vous eu recours à la confrontation, propre à faire parler les protagonistes et à résoudre ainsi l'affaire entre vos mains ?

Ne trouvez-vous pas curieux qu'ici, dans cette mise en examen du projet d'Unitech, dans l'enquête qui court actuellement et se clôt bientôt, il n'y ait pas de confrontation ?

Ne trouvez-vous pas curieux qu'ici le protagoniste Unitech refuse la confrontation avec la société civile, une confrontation sous forme de réunion publique qui justement permettrait au public de poser ses questions et de pousser à obtenir les réponses qui le titillent ?

Ne trouvez-vous pas curieux que ce protagoniste-là en fasse à sa guise et qu'il n'ait pas obligation à se soumettre à un débat contradictoire, contrairement à toute attente démocratique ?

Conclusion

Avouez (!), Messieurs les Commissaires, que la scène qui se prépare là sous nos yeux à tous-toutes se révèle des plus sordides, des plus inquiétantes.

Votre pouvoir aujourd'hui étant d'éviter un crime presque parfait en stoppant un crime pas fait, l'ensemble des faits ne peut que vous amener à condamner ce funeste projet présenté à enquête publique

En vous en remerciant et avec mes salutations les plus cordiales

(1) <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/pouvoirs-police-et-securite-des-services-publics-locaux>

(2) <http://www.suzannecourt.fr/uploads/images/Histoire%20et%20Patrimoine/etymologie%20mot%20Suzannecourt.pdf>

Michel MARIE

Natif de bord de Marne, à Joinville

Descendant d'une longue lignée de bord de Marne, à Thonnance-lès-Joinville

Résident de bord de Marne, à Saint-Dizier (3 rue saint John Perse / Apt 88)

— Pièces jointes : —

Enquête publique Unitech.pdf

516 Ko

Enquête publique Unitech / Joinville

Saint-Dizier le 18 décembre 2019

Messieurs les Commissaires enquêteurs,

Enquêter : voilà mission qui vous a été confiée et qui, assurément, fait écho particulier à vos carrières professionnelles respectives (police/gendarmerie).

Enquêter, de mon côté voilà démarche qui accapara moitié de ma vie d'adulte ; aussi permettez que je dépose ci-après ma contribution, par un ensemble d'investigations et leur implacable conclusion.

Mise en examen

Ainsi donc nous avons à examiner le cas d'une laverie de type 'usine à gaz', nucléaire, portée par des dénommés Unitech et Grisot ainsi que par des décideurs élus ayant pourtant pouvoir de police les obligeant à faire respecter, entre autres, sécurité et salubrité publiques, et ce dans les domaines de l'environnement, santé publique, etc (1)

Ceci posé, le crime est-il avéré ? A ce stade, fort heureusement non. Mais doit-on s'en satisfaire ou bien au contraire s'obliger à voir plus loin que le bout de notre nez ? Bien évidemment, toute société qui se veut évoluée optera pour la seconde option et commencera donc par s'enquérir du degré de probité des protagonistes, ceci afin d'évaluer la pertinence du message des lanceurs d'alerte : fantasme ou réalité du risque.

Et là, pour y voir clair on ne remerciera jamais assez les associations et une poignée d'individuels qui, depuis des semaines et des mois démontrent combien les porteurs du projet - la triade industriel/élus locaux/état - se moquent éperdument du monde en multipliant omerta, mensonge, achat des consciences... Et dire que certains cherchent à faire croire que 'l'ancien monde' a vécu !

Le lieu du crime programmé

Crime programmé envers l'environnement, la santé publique, l'image, et donc l'économie, localement et sur un très vaste territoire ?

Si l'analyse précédente a pu établir combien la confiance était atomisée par les agissements de la triade aux manettes, une étude du site pressenti amène à comprendre la vraie nature des élus locaux, la partie de ceux et celles qui décident. Pour faire comme les grands, ces édiles ont donc ciblé le lieu-dit de La Joinchère, sur les communes de Suzannecourt et Thonnance-lès-Joinville, pour y réaliser une ZA (zone artisanale) destinée à attirer quantité d'entreprises. Las :

- fut décidé de ratiboiser une superbe rangée de platanes séculaires, sans information aucune aux populations locales, suscitant par là une flambée de colère devant ce fait accompli
- fut lancée la création d'un de ces ronds-points comme en ont les grandes villes, mais celui-ci fort onéreux et qu'il fallut ensuite modifier à prix d'or pour laisser place à la fibre
- fallu ensuite se rendre à l'évidence, cette ZA était la risée de toute la région, une coûteuse ZA fantomatique pendant de longues, très longues années, jusqu'à ce que

s'installe une première entreprise ; une entreprise de pompes funèbres. Ça ne s'invente pas !

Voilà qui explique pourquoi et comment les bras cassés locaux se soient acoquinés à des gredins

Mais explication ne vaut pas raison et on comprend que de nombreux spécialistes s'offusquent de l'emplacement choisi, un emplacement soumis aux colères répétées du Rongeant et de la Marne, soumis de temps immémoriaux à des crues impressionnantes. Ajoutons à cette tare rédhibitoire que, de plus, l'eau de la nappe est affleurante, comme chacun sait ici. Deux coups de pelle mécanique dans le terrain juste de l'autre côté de la route (ex RN 60 Nancy-Orléans) et des étangs faisaient leur apparition. Jusqu'au nom même de Suzannecourt qui se veut explicite (2).

Un choix de site qui en dit en effet très long

A qui profite le crime. Le mobile

A tout crime (effectif ou en préparation), son mobile. Celui-ci ne faisant pas exception, on pensera tout naturellement aux intérêts financiers de l'entreprise, mais d'autres intérêt poussent... au dit crime :

- celui des élus locaux, hypnotisés par les promesses d'emplois, monnaie fort prisée pour qui n'a ni les compétences ni le talent pour attirer des emplois sains, positifs, valorisants
- celui, plus discret, de l'Etat qui, pour faire accepter sa monstrueuse poubelle nucléaire souterraine de Bure-Saudron ne s'embarrasse ni de démocratie ni d'éthique mais use d'un miroir aux alouettes dénommé « accompagnement économique » (emplois, argent...)
- celui, auquel on ne pense pas, un colosse aux pieds d'argile qui, pour produire son électricité « propre » rejette eaux et gaz radioactifs, génère des montagnes de déchets radioactifs et... contamine chaque années des centaines et des centaines de tonnes de tenues de travail... sur lesquelles lorgne Unitech pour sa laverie zébulon

Mais ce mobile, ces intérêts, sont factices :

- que EDF se voit obligée par l'Etat à produire de l'électricité réellement propre (une série de conférences publiques du CEDRA à travers la Haute-Marne démontrait, de manière détaillée et chiffres à l'appui, que la France pouvait non seulement sortir du nucléaire mais qu'elle pourrait le faire en moins de 10 ans... si on le voulait, si volonté politique il y avait)
- que le trou de Bure soit abandonné devant les tares flagrantes du projet (techniques, géologiques, économiques, éthiques) au profit d'une vraie recherche pour solutionner le problème

... et tomberait le mobile qui pousse au crime programmé à Joinville en Champagne !

Confrontation

Dans vos carrières respectives, Messieurs les commissaires, combien de fois avez-vous eu recours à la confrontation, propre à faire parler les protagonistes et à résoudre ainsi l'affaire entre vos mains ?

Ne trouvez-vous pas curieux qu'ici, dans cette mise en examen du projet d'Unitech, dans l'enquête qui court actuellement et se clôt bientôt, il n'y ait pas de confrontation ?

Ne trouvez-vous pas curieux qu'ici le protagoniste Unitech refuse la confrontation avec la société civile, une confrontation sous forme de réunion publique qui justement permettrait au public de poser ses questions et de pousser à obtenir les réponses qui le titillent ?

Ne trouvez-vous pas curieux que ce protagoniste-là en fasse à sa guise et qu'il n'ait pas obligation à se soumettre à un débat contradictoire, contrairement à toute attente démocratique

Conclusion

Avouez (!), Messieurs les Commissaires, que la scène qui se prépare là sous nos yeux à tous-toutes se révèle des plus sordides, des plus inquiétantes.

Votre pouvoir aujourd'hui étant d'éviter un crime presque parfait en stoppant un crime pas fait, l'ensemble des faits ne peut que vous amener à condamner ce funeste projet présenté à enquête publique

En vous en remerciant et avec mes salutations les plus cordiales

- (1) <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/pouvoirs-police-et-securite-des-services-publics-locaux>
- (2) <http://www.suzannecourt.fr/uploads/images/Histoire%20et%20Patrimoine/etymologie%20mot%20Suzannecourt.pdf>

Michel MARIE

Natif de bord de Marne, à Joinville

Descendant d'une longue lignée de bord de Marne, à Thonnance-lès-Joinville

Résident de bord de Marne, à Saint-Dizier (3 rue saint John Perse / Apt 88)